

"à voir, à lire et à entendre" - "à voir, à lire et à entendre" - "à voir, à lire et à entendre"

## IL ÉTAIT UNE FOIS... LE SALARIAT



Durée : 2 x52'

« L'espoir »... 1906-1975

« Le temps du doute » ... 1976-2006

Auteure et réalisatrice : Anne Kunvari

Production : France 5 / Iskra

A visionner sur :

[http://www.dailymotion.com/video/xu1ac\\_histoire-du-salariat-1\\_shortfilms#from=embed](http://www.dailymotion.com/video/xu1ac_histoire-du-salariat-1_shortfilms#from=embed)

[http://www.dailymotion.com/video/xu26a\\_histoire-du-salariat-2\\_shortfilms#from=embed](http://www.dailymotion.com/video/xu26a_histoire-du-salariat-2_shortfilms#from=embed)

"à voir, à lire et à entendre" - "à voir, à lire et à entendre" - "à voir, à lire et à entendre"

Collectif pour un autre futur

### Buenaventura Durruti

nato 3164/3244 (réédition 2011)



*"Dès mon plus jeune âge, la première chose que j'ai perçue autour de moi, c'est la souffrance, non seulement celle de notre famille, mais aussi celle de mes voisins. Par intuition, j'étais déjà un rebelle. Je crois que mon destin s'est décidé alors."*

Buenaventura Durruti.

Quarante années de luttes, d'exils, d'attentats, d'emprisonnements, d'activités clandestines, de grèves, d'insurrection, Buenaventura Durruti (né le 14 juillet 1896, tué le 20 novembre 1936) a vécu plusieurs vies, toutes exprimant au plus profond, le même désir de libération de la personne humaine. Le chemin est long pour le jeune ouvrier révolté devenant l'homme qui refuse postes, honneurs, grades et dont la mort fut pleurée par des millions de femmes et d'hommes. L'histoire de ce libertaire sans compromission, ce révolutionnaire intransigeant, se confond avec celles de la révolution et de la guerre d'Espagne, clés indispensables à la compréhension de l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle et de sa suite.

En deux disques et 36 plages, musiciens, chanteurs, écrivains, acteurs s'interrogent et créent à partir de l'histoire de Buenaventura Durruti, une dédicace sans nostalgie et pleine d'actualité. Avec la participation d'Abel Paz, auteur de la biographie « Buenaventura Durruti, un anarchiste espagnol ».

L'édition 2011, richement illustrée de nombreuses photographies d'époque, est dotée du texte original enrichi et augmenté d'autres écrits trilingues (français, espagnol, anglais) de Emma Goldman, de Carl Einstein ainsi que d'une nouvelle préface situant cet enregistrement aujourd'hui.

*"C'est seulement en se libérant de la peur que la société pourra s'identifier dans la liberté."*  
Buenaventura Durruti.



# Le P.D.G.



Le Poing Dans la Gueule, Quand on peut maudire des syndicats CNT-29 S

BP 31507 29105 Quimper cedex ; ud.29@cnt-f.org ; 06 86 67 53 83

<http://www.cnt-f.org/staf>

N° 5

Janvier

2012

## TRIPLE ZÉRO

Les économistes libéraux, agences de notation et autres experts autoproclamés aiment se présenter comme des scientifiques, gardiens patentés d'un ensemble de règles régissant de façon obligatoire les rapports humains. À les en croire, les principes qu'ils énoncent doctement seraient aussi incontestables que le théorème de Pythagore ou la loi de la gravitation universelle : Concurrence, profit, consommation effrénée constitueraient les fondements de la nature humaine. Toute autre conception de la société relèverait de l'hérésie scientifique et ne pourrait mener qu'à la catastrophe.

En réalité les outils et les modèles mathématiques qu'ils utilisent ne sont là que pour l'esbrouffe, et leur arrogance n'a d'égal que leur talent d'embobineurs. Loin de mériter le nom de "scientifiques", ils sont les prêtres minables d'une nouvelle religion, avec ses idoles, ses dogmes, ses hiérarchies, ses enfants de chœur, ses sacrifices et ses victimes plus ou moins consentantes. Ravis de l'aubaine, les puissants jubilent et les envoient pérorer sur les plateaux de médias à leur botte, s'abritant derrière leur prétendue expertise pour consolider leur trône.

En vérité l'économie (*étymologiquement : gestion de la maison*) n'est soumise à aucune loi universelle, sinon celles de la vie tout

court : respirer, se nourrir, s'abriter ... Selon les individus, les groupes, les époques, les climats et autres innombrables paramètres, il y a mille façons de gérer sa maison. Et il n'y a donc aucune raison de se laisser imposer des choix de société arbitraires, même – et surtout – s'ils sont présentés comme des évidences. Il n'y a aucune raison de plier devant le diktat du capitalisme financier, qui n'a même plus l'enracinement géographique et somme toute encore un peu "charnel" du capitalisme à grand-papa. Il n'y a aucune raison d'accepter cette politique d'austérité que des gouvernements serviles ou carrément ripoux veulent nous imposer pour sauver un système crapuleux.

**L'économie de demain sera celle que les peuples choisiront : Soit ils courbent l'échine et leur sort ne peut qu'empirer, soit ils prennent conscience que sans eux les rois ne sont rien et alors tout devient possible.**



Dessin de MAR (PSIKOPAT de novembre)

## LA DÉFENSE DU POUVOIR D'ACHAT : UN CONSENSUS TROMPEUR

La classe dominante est formelle et unanime : il faut défendre le pouvoir d'achat !

Sarkozy s'est autoproclamé « président du pouvoir d'achat », les socialistes, leurs alliés et leurs publicistes regrettent de ne pas avoir inventé la formule pendant que Leclerc détourne les slogans et des images de mai 68 pour en faire des publicités murales de 12m<sup>2</sup>.



Un tel consensus est surprenant sinon suspect et démontre au passage que le pouvoir d'achat est bel et bien le seul pouvoir concédé au peuple. En effet, entend-on les mêmes jurer qu'ils se battront corps et âmes pour la défense du « pouvoir de contestation », du « pouvoir de décision », du « pouvoir d'auto-organisation » du peuple ?

Dans les statistiques publiques, le pouvoir d'achat n'est qu'un indicateur social et économique relativement neutre. Il permet d'évaluer, à un moment donné, la quantité de biens et de services qu'une personne peut acheter avec ses revenus.



Le calcul prend donc en compte l'évolution des prix et l'évolution des revenus (salaires nets, pensions, allocations, revenus du capital et des biens immobiliers).

Le matraquage idéologique sur la défense du pouvoir d'achat illustre le piteux état des sociétés capitalistes libéralisées : tout a un prix, tout peut et doit donc s'acheter.

- Vous êtes malade ? Payez-vous une consultation et des traitements !
- Vous êtes vieux ? Payez-vous une retraite complémentaire ou épargnez !
- Vous êtes au chômage ? Travaillez plus pour gagner plus !
- Vous ne voulez pas dormir dehors ? Réglez un loyer exorbitant à des agences immobilières !
- Vous avez faim ? Achetez de la malbouffe !
- Votre enfant est perdu dans sa classe de 35 ? Payez-lui des cours de soutien !

• Le train ne passe plus à côté de chez vous ? Payez-vous une voiture !

• Vous voulez vivre ? Achetez vous une carte de crédit !

L'oligarchie a progressivement substitué des rapports individualistes marchands et commerçants à des formes d'organisation collective (services publics, Sécurité Sociale) qui visent la garantie de droits fondamentaux à chacun, quels que soient ses moyens économiques. En ressassant cette litanie du pouvoir d'achat, la classe dominante nous enferme dans un statut de consommateur avili, qu'elle espère pouvoir rassasier à grands coups de primes à la casse, d'offres promotionnelles noyées dans un imaginaire de pacotille.

Dans ce climat de délitement des solidarités et d'invitation à la surconsommation, la recherche de nouveaux revenus et d'un salaire net élevé remplace progressivement la revendication de l'augmentation du salaire socialisé (salaire brut + cotisations employeur).

En tombant dans la revendication d'un pouvoir d'achat plus élevé, nous acceptons de payer individuellement l'accès à des droits dont nous avons été spoliés.

**Nous ne voulons pas d'une vie de riche ; nous voulons une vie riche.**

## UN SALAIRE POUR QUOI FAIRE ?

« C'est que maintenant il en faut ! » disaient il y a une bonne vingtaine d'années des personnes âgées effarées par les multiples besoins engendrés par la société « moderne ».

Il « en » faut - et ce n'est pas nouveau - pour couvrir les besoins fondamentaux de chacun : se nourrir, se vêtir, se loger ... Mais que signifient se nourrir, se vêtir dans une société qui voudrait réduire l'être humain à n'être plus que par ce qu'il consomme ? Remplir des chariots de produits agro-industriels pré-emballés, pré-préparés, pré-digérés à la qualité si discutable qu'il faudrait les « compléter » en vitamines et autres ... Renouveler sa garde-robe 10 fois l'an avec des vêtements et accessoires produits aux 4 coins du monde dans des conditions humaines révoltantes et écologiquement déplorables même s'il s'agit de « marques » hors de prix ... Acheter, puis racheter des gadgets ou des appareils utiles mais rapidement hors d'usage en raison de leur qualité délibérément médiocre ou présentés comme obsolètes face à des

avancées techniques parfois discutables. Pour tout cela bien sûr il « en » faut de plus en plus pas tant pour le bien être de chacun et de tous que pour le bon fonctionnement d'un système absurde, désastreux sur le plan humain et écologique, qui fait la fortune d'une minorité.

Pour se loger, il « en » faut aussi de plus en plus vu le coût des loyers, la multiplication des cautions. Pour certains il est devenu carrément impossible de se loger. Et pour nombre d'autres, avoir un toit n'est possible que grâce aux aides au logement qui, de fait, vont dans les poches des propriétaires déjà favorisés par les allègements d'impôts. Les propriétaires pourraient-ils louer à de tels tarifs si les locataires n'étaient pas aidés par l'argent public qui contribue ainsi à enrichir les moins mal lotis.

Ajoutons encore qu'il est bien souvent impossible de se passer d'un véhicule personnel dont on sait le coût pour son seul travail, que le téléphone mobile et internet sont devenus indispensables pour les demandeurs d'emploi eux-mêmes.

Ainsi, même en évitant le gaspillage et en vivant dans la sobriété, il en faut de plus en plus pour les dépenses incompressibles.

Et puisqu'il en faut tant, nous revendiquons pour l'immediat :

• une augmentation des salaires accompagnée en parallèle d'un

relèvement des minima sociaux, des salaires des précaires et des apprentis, des indemnités-chômage et des retraites.

• refus de l'individualisation des salaires et intégration de la part variable dans le salaire fixe

• réduction des inégalités salariales

Et dans le même temps, nous refusons le statut de consommateurs que le capitalisme veut nous imposer. En tant que travailleurs et syndicalistes nous luttons pour une meilleure qualité de nos productions afin de retrouver un sens à celles-ci ainsi que notre fierté de producteurs. Une partie de la dépense/consommation n'a pas de sens. En tant que syndicalistes révolutionnaires c'est à dire œuvrant à la transformation de la société capitaliste en société basée sur l'humain, nous réfléchissons à ce que nous voulons produire. Quel intérêt la société a-t-elle à produire des avions Rafale, des mines antipersonnel, du poulet en batterie, de l'énergie nucléaire, de multiples gadgets inutiles... Ce type de production nous coûte cher en désastre écologique et humain.

Contre cette société de consommation de plus en plus absurde et excluante, la CNT propose une réappropriation des moyens de production pour l'avènement d'une société réellement démocratique basée sur le vieux slogan ouvrier :

**« De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins »**

